



Georges Picquart
dreyfusard, proscrit, ministre
La justice par l'exactitude

DA|LOZ

Christian Vigouroux

Le 13 août 1908, à 10h, le cortège funèbre de Ranc quitte sa maison de la place des Vosges drapée de noir. En tête du cortège, six hommes portent les cordons du poêle¹ : le premier est le général G. Picquart. Il l'a voulu, même s'il n'est pas courant de voir un ministre de la Guerre afficher ainsi sa proximité avec un journaliste polémiste et ténébreux, d'autant que les cinq autres proches sont tous des hommes de presse et de politique, J. Reinach, Maujan, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur mais, surtout, ancien patron du *Radical*, J. Dupuy sénateur, P. Strauss sénateur et vice-président de l'Association des journalistes républicains et V. Simond le directeur de *L'Aurore*. On distingue dans la foule émue, deux autres « picquartiens » de premier rang, M^e L. Leblois et le général-chef de cabinet Toutee.

Si Dreyfus est absent, c'est qu'il est en Suisse. Depuis l'Oberland bernois, il écrit le 14 août à Reinach² :

« Je lis aujourd'hui seulement dans *Le Temps* le très beau discours que vous avez prononcé sur le cercueil de cet excellent Ranc. Avec lui, nous perdons un républicain de race, honnête et probe et un ami dévoué. J'allais encore le voir de temps en temps et je constatais avec tristesse combien il déclinait peu à peu. C'est une forte figure qui disparaît. »

Le président de la République, comme les présidents de la Chambre et du Sénat, se sont fait représenter. Clemenceau n'a pas interrompu sa cure annuelle à Carlsbad : lui qui ne souhaitait pas voir Ranc à son enterrement, ne sera pas à celui de Ranc. En 1905, il avait moqué la cruauté de Ranc³ :

Mes chers amis quand je mourrai,
n'avez point Ranc au cimetière
j'aimerais son œil éploré
sa voix me serait douce et chère
mais, Dieu sait ce qu'il dirait !

Mais, pour son duel avec Henry, Picquart doit choisir un second témoin.

Il sera trouvé dans le deuxième cercle, celui des souvenirs d'enfance, de la douceur alsacienne, des temps où la trahison était encore inconnue.

Edmond Gast

En effet, E. Gast, est le second témoin. Il le sera même une seconde fois, pour le duel Picquart-Gonse le 9 juillet 1906. Il est contemporain, cousin⁴, ami et presque

1. Le poêle est le drap qui couvre le cercueil, les proches du défunt tiennent les bords du drap qui pendent le long du cercueil.

2. BNF, NAF 13.570 F^o146 correspondance Reinach.

3. Cité dans *La Croix*, 12 août 1908.

4. M.-J.-E. Gast est né le 1^{er} oct. 1857 à 4h du matin au 1, rue Brulée à Strasbourg de P.-A. Gast qui a alors 50 ans, propriétaire et de M.-É.-P. Picquart son épouse. Deux autres Picquart signent l'acte de naissance, C. 29 ans propriétaire et J.-A. 28 ans, auditeur au Conseil d'État, autre cousin de Georges. E. Gast s'est marié le 17 avr. 1878 à J. Bertrand (17 avr. 1858-4 déc. 1941).

frère de G. Picquart, strasbourgeois comme lui, et sera toujours présent, et sans hésiter, chaque fois qu'il le faudra. Clemenceau raconte, le 11 novembre 1898, comment Gast tentait, en vain, de rendre visite à Picquart placé au secret. Mais Edmond se prévaut, devant J. Reinach, d'avoir visité 104 fois Picquart en prison¹. Le 1^{er} janvier 1899, son télégramme depuis Ville-d'Avray à l'emmuré du Cherche-Midi n'échappe pas à la lecture attentive de la police : « Nous t'embrassons tous bien tendrement. Un passé était pour le mensonge, l'année nouvelle est celle de la justice et de la liberté. »²

Edmond Gast et G. Picquart sont cousins : le grand-père d'Edmond, Joseph Picquart et le père du colonel, Hubert Picquart étaient frères. Ce décalage s'explique par les vingt ans de différence entre les deux frères, Joseph était né en 1795 et Hubert en 1814.

Edmond Gast est l'ami que chacun rêve d'avoir. Il pense à tout, est toujours présent, défend et protège Picquart qu'il appelle simplement « l'artisan », pour l'artisan de la révision du procès Dreyfus. Les moindres détails de la défense et illustration de Picquart passent par lui. Quand Reinach demande une photographie du lieutenant-colonel, probablement pour un de ses journaux, Gast répond³ :

« Quant à la photographie, une seule chose m'embarrasse un peu. Je n'ai pas la photographie en civil dont vous me parlez. Je l'ignore même à moins que ce soit celle faite il y a très longtemps déjà et où il avait l'air d'un modeste petit employé. Je ne me rappelai pas que Trarieux en eût une. Enfin, je me renseignerai et demanderai à Picquart s'il en a, ce qui m'étonnerait car, s'il en avait, je le saurais car il n'y avait que moi qui aurais pu les faire faire d'après ses indications. »

Gast a le souci de l'image de Picquart. Reinach n'est pas près d'avoir sa photo...

Le secourable et courageux E. Gast, « d'un dévouement passionné »⁴ savait, aussi, traverser l'Allemagne, à l'été 1889, pour aller reconforter le frère de P. Appell, Charles, détenu par les Allemands en forteresse de Cottbus pour faits de résistance. Il veille, en intraitable fidèle, aux droits de réponse et démentis à envoyer à la presse quand elle exagère contre Picquart. Du fond du mont Valérien, en janvier 1898⁵, celui-ci « remercie tout particulièrement Edmond de sa rectification relative à mon soi-disant mariage. Dis-lui bien combien je lui en suis reconnaissant ». Le 22 décembre 1898, Edmond, encore, écrit au *Petit Parisien* pour préciser les origines familiales de G. Picquart avec prière d'insérer. Edmond Gast veille sur son cousin et vient le visiter pour lui montrer, dans la cellule du mont Valérien, des mouvements de gymnastique suédoise destinés à entretenir sa forme⁶. Les Gast,

1. BNF, NAF 24.896 E453 et 454 : lettre d'E. Gast à J. Reinach en date du 1^{er} mars 1904 Ville-d'Avray.

2. AN F7 n^o 12465.

3. BNF, NAF 24.896 F^o393 : lettre d'E. Gast à J. Reinach, à Ville-d'Avray le 14 mai 1899.

4. J. Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, Fasquelle éditeur, Paris, 1904, vol. IV, p. 380.

5. Lettre à sa sœur Anna datée du mont Valérien du 21 janv. 1898 (archives familiales Gay).

6. Voir p. 93-94.

pour Picquart, c'est le retour aux étés de jeunesse dans les montagnes et les sapins dans le bourg si bien nommé de Klingenthal. Paul Appell, leur ami commun, nous le souvient¹ :

« Le Klingenthal, c'est aussi les Gast. La famille Gast habitait Strasbourg, rue Brulée, une maison donnant sur le Broglie. Le père Gast avait épousé une demoiselle Picquart la belle madame Gast comme on l'appelait en ville. Il avait acheté au Klingenthal, l'ancienne maison des officiers de la fabrique ; il y passait ses vacances avec ses quatre enfants, une fille et trois fils. Je devins ami intime des deux derniers garçons, élèves au lycée de Strasbourg : Armand qui avait mon âge et Edmond, plus jeune de deux ans. Nous jouions ensemble dans la forêt et dans le lit du torrent quand il était presque à sec... »

L'enfance sera vraiment terminée quand les Gast vendront leur propriété en 1881, pour définitivement habiter Versailles où la fille aînée s'est mariée à 17 ans en France de l'intérieur, après l'annexion de l'Alsace par l'Allemagne. Trois des quatre enfants Gast, l'aînée, Isabelle (devenue M^{me} Sayve), René, notaire, et Edmond, le petit dernier, s'installent autour de Versailles. Nous avons vu le rôle d'Isabelle dans la diffusion du lien entre Picquart et M^{me} Monnier². Seul Armand s'éloigne à Birmandréis dans les environs d'Alger³.

Edmond Gast a commencé dans l'administration comme percepteur surnuméraire à Versailles, il a tâté du cabinet du ministre de l'Agriculture en 1886. Maire de Ville-d'Avray depuis un an au moment du duel et, plus tard, longtemps député de Seine-et-Oise⁴, il est un jeune élu local⁵ mais non un ténor de la politique. Il est agriculteur, propriétaire par (riche) héritage de la famille de son épouse J. Bertrand⁶ d'une ferme modèle à Ville-d'Avray « la Ronce ». C'est à Ville-d'Avray que M^c Leblois rencontrera pour la première fois le sénateur Scheurer-Kestner et que sera imaginé le front commun contre l'injustice. Un dîner réunissait les « membres du Comité des Alsaciens-Lorrains qui avaient élevé, aux Jardies, le monument de Gambetta »⁷.

Quand Picquart sort, abasourdi de la prison de la Santé le 10 juin 1899, il est fatigué, submergé par la nature, la musique et les toilettes des femmes aperçues depuis la voiture de Gast. Devant la Santé, l'attendent E. Gast, qui l'emmena aussitôt se reposer à Ville-d'Avray, Pressense, et le docteur Hervé, ami d'enfance. Deux mois plus tard, lorsqu'on tire sur Labori au procès de Rennes, l'avocat marche

1. P. Appell, membre de l'institut, *Souvenirs d'un alsacien (1858-1922)*, Payot, Paris 1923, p. 59.

2. Voir p. 238 à propos de la vindicte de Picquart contre le lieutenant-colonel Ducasse.

3. Voir *Gil Blas*, 6 janv. 1899 où A. Gast fait des déclarations incertaines sur une possible candidature de Picquart à un siège de sénateur à Paris en févr. 1899.

4. Député de 1906 à 1910 puis de 1919 à 1924 dans la 2^e circonscription, celle de Rambouillet.

5. Maire de Ville-d'Avray du 7 févr. 1897 au 12 nov. 1899.

6. D. Claudius Petit, « Du hameau à la ferme de la Ronce », *Bulletin de la Société des amis du musée de Ville-d'Avray* n° 4, avr. 2006, p. 3.

7. J. Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, Fasquelle éditeur, Paris, 1903, vol. II, p. 523.

contre Gast et Picquart¹. Picquart est venu pour témoigner, et Gast pour Picquart et la cause. Ensemble, ils ont décliné l'invitation de V. Basch et logent chez le protestant L. Vignols², l'un des fondateurs de la section rennaise de la Ligue des droits de l'homme. Gast admire Picquart « inouï de vaillance »³. Et quand, en janvier 1914, le président de la République R. Poincaré s'incline devant le cercueil de G. Picquart à la gare du Nord, c'est à son ami E. Gast très ému, qu'il présente ses condoléances. Jusqu'au cimetière, Gast aura veillé. L'inspecteur de la préfecture de Police rapporte à ses autorités ce 24 janvier 1914 : « Je fais connaître que, sur la prière instante de M. Gast, j'ai renvoyé les gardes placés en service d'honneur aux abords du colobarium dès le début de l'incinération. Signé Reisse. » L'ange gardien de Picquart aura tout organisé jusqu'au bout.

Pendant ces années E. Gast, forte personnalité, combatif, célébrera à sa manière la lutte républicaine contre l'injustice et l'antisémitisme. Il a des convictions mais, aussi, de la prestance, de l'autorité naturelle. Il chasse jusque dans le pays de Bade, il peint des aquarelles appréciées, il aime le confort et le luxe. C'est un bel homme à l'œil bleu, à la moustache conquérante et une voix de stentor dont sa petite-fille se souvient⁴ encore, quand elle tonnait, depuis le balcon de la gentilhommière de Ville-d'Avray, pour l'éloigner d'un nid de guêpe. Et son petit-fils voit son grand-père, au lieu de prière, l'emmener, chaque soir, se recueillir quelques minutes devant le portrait de l'ancêtre Buffy qui avait voté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789...

Il est républicain mais il n'est pas socialiste. Daniel Halévy regrette⁵ cette rupture « quand M. Gast répudia violemment les socialistes, quand M. Reinach parut oublieux de l'alliance si proche ».

Il est plus laïc que véritablement anticlérical, comme il s'en explique dans une belle lettre à J. Reinach du 6 février 1914⁶ :

« Pour moi la laïcité indique un État laïque c'est à dire neutre. Or neutralité n'indique pas la guerre. C'est le respect des convictions religieuses quelles qu'elles soient, à condition qu'elles ne deviennent pas un tremplin à la politique. Par contre, il ne faudrait pas que la laïcité veuille dire guerre aux convictions religieuses cantonnées dans leurs exercice confessionnel. »

1. Ils sont représentés, tous trois, à la première page du *Petit Journal*, 27 août 1899. Voir R. Bachollet, *Les Cent plus belles images de l'affaire Dreyfus*, préface de J.-D. Bredin, Dabecom, 2006, p. 81.

2. V. Basch, *Le Deuxième procès Dreyfus, correspondance de Rennes-Berg International*, 2003, préface de F. Basch, p. 51. Vignols « aussi hospitalier qu'embêtant » selon son hôte E. Gast : BNF, NAF 24.896 (F^o n° 396) : lettre de Rennes du 8 août 1899 d'E. Gast à J. Reinach.

3. Lettre du 24 avr. 1899 citée dans V. Basch, *op. cit.*, p. 38.

4. Conversation du 19 oct. 2007 avec l'auteur.

5. Voir D. Halévy, *Luttes et problèmes*, Marcel Rivière et Cie, Paris, 1991, p. 104.

6. AN fonds Reinach, NAF 24.878 F^o246.

Edmond Gast reproche à Jeanne, son épouse, d'aller tous les dimanches à la messe mais de maltraiter son personnel de maison... Mais son attention discrète épargnera les tracasseries aux bonnes sœurs de Ville-d'Avray au moment des inventaires.

C'est un homme d'un seul bloc, qui refuse de percevoir les augmentations d'émoluments de la Chambre des députés parce qu'il a voté contre, qui refuse l'indemnisation proposée par l'armée américaine quand un chauffeur militaire s'écrase, en 1919, son premier petit-fils dans une rue de Ville-d'Avray. Il est effondré mais digne¹ : « Une voiture américaine qui bondissant sur le trottoir alors que l'enfant venait de l'école lui a brisé le crâne... et la mère inquiète du retard trouvant encore m'empêcher de pleurer. » Et quand son propre fils quitte femme et enfants pour aller vivre sa vie, Edmond l'exclut instantanément du paysage. Père et fils ne se reverront que bien plus tard. Ponctuel, méticuleux, attentif au détail, c'est l'organisateur, l'intendant, le protecteur, parfois le financeur et finalement le complice sans lequel Picquart n'aurait pas été Picquart.

Fervent de politique, il reste jusqu'à la fin, lecteur de plusieurs journaux par jour, du *Petit Parisien* au *Figaro* en passant par le très sérieux *Temps*. *L'Écho de Paris* n'entre dans la maison de Ville-d'Avray que pour M^{me} Gast. Il reste proche, pendant toutes les années tumultueuses, de Clemenceau (il serait l'un des inventeurs du surnom « le Tigre »), de Poincaré, de J. Reinach, de L. Trarieux.

Pour cette fidélité, il aura sa part d'insultes comme cet article vulgaire de *L'Intransigeant* du 29 avril 1899 à lui consacré et simplement titré « un imbécile ». Il y est présenté comme « le beau-frère du sieur Picquart », comme prétentieux « faisant la roue comme un dindon », « idiot », « présomptueux et grossier personnage », « royal crétin », « malfaisant gâteux », cherchant une « place honorable dans la tribu des marsupiaux et des lièvres dreyfusards où brillent Pressense et Reinach ». Il aura sa part d'insultes de la part des souscripteurs du monument Henry² : « Honte à Gast ! » et même « un Versaillais qui en sait long sur Picquart et la famille Gast ».

Il sera l'organisateur persévérant des « dîners des Trois Marches » qui, chaque mois des années 1900, réuniront les combattants pour Dreyfus. Ces dîners, en souvenir du procès de Rennes où les dreyfusards emmenés par le jeune professeur à l'université de Rennes, V. Basch³, dinaient à l'été 1899, aux Trois Marches, 66, faubourg d'Antrain à Rennes, se perpétueront des années à Paris jusqu'en 1905⁴.

1. AN fonds Reinach, NAF 24.878 F^o260 : lettre de E. Gast à J. Reinach le 13 nov. 1918.

2. Voir P. Quillard, *Le Monument Henry*, Stock, Paris, 1899, p. 518 et 556.

3. V. Basch (1863-1944), professeur des universités, thèse sur Kant et Schiller, dreyfusard de la première heure, membre de la Ligue des droits de l'homme. Face aux antisémites, il se revendique « juif et originaire de Hongrie ». Voir F. Basch, « Victor Basch et l'affaire Dreyfus » in *Une tragédie de la Belle Époque*, Comité du centenaire de l'affaire Dreyfus, Paris, 1994, p. 63.

4. Voir p. 126 sur le procès de Rennes. Le 25 août 1903, E. Gast écrit à A. Dreyfus pour le « convoquer » au dîner des Trois marches (MAHJ) : « Votre présence ne pourra que contribuer à éteindre certains petits froissements qui ne doivent pas durer entre gens qui ont pris part à un aussi noble combat. »

En 1900, encore, Zola s'excusait quand il était obligé de manquer un dîner d'E. Gast. Quant à M^{me} Gast, « petite, jolie, les traits intelligents, l'allure vive »¹, elle aime recevoir, briller, converser, elle animait un salon littéraire où les gloires de l'écriture dreyfusarde se ressourçaient avant les polémiques.

Devenu ministre, le général pourra compter au Sénat sur Ranc, jusqu'à la mort de celui-ci en 1908, et, à la Chambre des députés, sur Gast (membre de diverses commissions dont celle de l'armée) pendant les trois ans du gouvernement. Les deux ex-témoins se partageaient les Chambres pour veiller encore sur leur ami plongé dans la vie politique. La sentinelle Gast défendra avec un soin intransigeant son cousin. Ainsi quand, en juin 1909, le sous-secrétaire d'État Chéron prend trop de place à ses yeux, grâce à un discours réussi sur la réforme des conseils de guerre, l'hémicycle retentit de l'apostrophe d'E. Gast contre le sous-secrétaire d'État :

« Vous ne permettez pas au ministre de parler — puis — Nous avons à cœur d'entendre M. le ministre de la Guerre et vous l'avez interrompu — et encore — M. le ministre de la Guerre s'était levé pour répondre et vous l'avez interrompu. »

Le résultat est acquis. Le ministre Picquart reprend la parole et le contrôle du débat. Edmond Gast est toujours présent pour rappeler que c'est le ministre qui commande. Ainsi, encore, quand, en février 1910, le directeur du cabinet Toutee est limogé par le général Brun, ministre de la Guerre et successeur de Picquart, c'est encore le député Gast qui vient au secours de Toutee pour clouer au pilori le capitaine Savoureau, membre du cabinet du ministre, par qui le scandale est arrivé.

En homme méfiant, Picquart compartimente les cercles, s'entoure de ses fidèles parfois depuis l'enfance alsacienne, et d'un réseau, réduit mais influent, alsacien pour l'essentiel protestant (M^{re} Leblois, E. Gast qui sera à ses côtés dans toutes les épreuves, P. Appell, et, de la génération d'avant, Scheurer-Kestner). Ceci ne passera pas inaperçu comme le montre le livre de E. Renauld *Le Péril protestant*². Alsacien son prédécesseur à la section de statistique, J. Sandherr, alsacien aussi son persécuteur, le général ministre Zurlinden et son traître le capitaine Lauth, alsaciens encore, ses sauveurs Gast, Leblois et Scheurer-Kestner. Alsaciens, toujours, ceux vers lesquels, dès février 1895, le frère de combat, Mathieu Dreyfus se tournera : le général Yung, Scheurer-Kestner, J. Siegfried, A. Lalancé³.

Les Alsaciens sauront montrer leur solidarité. Picquart remercie « Cher monsieur Vaughan » et tous ses amis dans une lettre publique en date du 6 août 1901 pour

« le D^r Netter qui s'est présenté chez moi il y a quelques jours, avec deux de ses amis, et m'a remis un superbe tableau représentant l'ancienne bannière de Strasbourg, ma ville natale [...] Ce tableau a été acheté sur le produit d'une souscription à laquelle ont pris part, pendant ma captivité, un certain nombre

1. J. Huret, *Tout yeux*, tout oreilles, Fasquelle éditeur, 1901, p. 233. M. et M^{me} Gast accueillent Picquart le jour de sa libération le 10 juin 1899.

2. L. Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Librairie Ariside Quillet, 1929, p. 254.

3. A. Dreyfus, *Souvenirs et correspondance*, Grasset, 1936, p. 197, et sur Lalancé : p. 257 et 282.

d'Alsaciens-Lorrains, dont plusieurs de mes anciens condisciples du lycée de Lunéville. Le reliquat de la souscription, se montant à la somme de 1 827 francs, a été versé, ainsi que j'en avais exprimé le désir, à la caisse de l'Association générale des Alsaciens-Lorrains à Paris ».

Et le poids de cette solidarité régionale fera que L. Blum qualifiera sans hésitation Picquart de « protestant alsacien » avant de se reprendre dans les années ultérieures (Picquart est d'origine catholique mais clairement agnostique) pour ne pas tromper de nouveau en affirmant que Picquart est « pratiquant ». Catholique, il n'a pu l'être, lui qui obtenait le 2^e prix d'instruction religieuse au lycée en 1868, à 15 ans, avec l'abbé Laurent aumônier¹..., mais ne l'est plus depuis longtemps.

Des trois « mousquetaires » nous connaissons Ranc et E. Gast. Comme ils sont quatre, il reste les deux avocats L. Leblois et F. Labori.

Louis Leblois

« Qu'était M. Leblois ? » s'interroge le conseiller rapporteur Boyer devant la Cour de cassation le 3 mars 1904 lors de la révision du procès de Rennes :

« *Le Temps* nous l'a dit dans une note qu'il a publiée le 27 juillet 1898. C'était le fils d'un pasteur vénéré de Strasbourg qui était l'ami de Michelet, de J. Ferry et de M. Clamageran sénateur. Il avait été substitut à Lille où il avait laissé de nombreux souvenirs. Il avait donné sa démission pour venir se consacrer à Paris à des œuvres de charité et d'humanité. Il était avocat à la cour d'appel. Esprit cultivé, affable, très énergique, peu préoccupé de ses intérêts personnels, mais ardent pour la défense des idées sous une apparence très froide et un peu stérile, il s'est dévoué à Picquart. »

Louis Leblois² est donc l'aîné des six fils³ du célèbre pasteur G.-L. Leblois⁴ du Temple-neuf à Strasbourg qui maintiendra, envers et contre tout, une prédication en français, contre toutes les interdictions prussiennes. Le pasteur est le fils d'un catholique qui avait voulu soustraire sa famille au cléricisme et avait choisi le protestantisme. About, G. Sand avec laquelle il correspondait régulièrement ou

Martin ont célébré la figure de Leblois père¹ dont Scheurer-Kestner avait été le père². Il publie de nombreux ouvrages dont *Les Bibles et les initiateurs religieux de l'humanité* qui fera référence³. Le fils ne décevra pas ce père exceptionnel. Louis Leblois, né le 28 juin 1854⁴, est le quasi-jumeau de G. Picquart avec lequel il fera sa scolarité au lycée de Strasbourg. Il est d'abord magistrat, substitut à Dijon en 1880. Nancy puis à Lille en 1887, il y fait connaissance de M. Prevost, alors ingénieur, qui le mettra en rapport avec Zola. Enfin, L. Leblois passe au barreau, commençant à la « robe rouge et au poste de conseiller à la cour d'Aix ».

Il a épousé Melle Haitz-Roederer qui sera toujours à ses côtés y compris dans la bataille de l'affaire.

Comme Gast, il reste un indéfectible soutien de son ami. Hué, conspué, bousculé pendant le procès Zola, il est suspendu six mois par le conseil de l'Ordre et, en compagnie de G. Picquart, traduit devant le tribunal correctionnel en septembre 1898. Pour ne le suspendre que six mois, le conseil de l'Ordre, le 22 mars 1898, veut « tenir compte de l'intimité qui existait entre M. Leblois et le lieutenant-colonel Picquart, son compatriote et ami d'enfance »⁵. Mais Leblois n'oubliera pas l'affront et, neuf ans plus tard, le 18 décembre 1906, après la réhabilitation d'A. Dreyfus et de G. Picquart, il prend la plume pour obtenir d'abord le nouvel arrêté du conseil de l'Ordre du 15 janvier 1907 « rapportant l'arrêté du 22 mars 1898 », puis, le 24 novembre 1925, l'honorariat du barreau.

Leblois « cachait sous une gravité un peu sèche, des sentiments généreux, l'esprit ingénieux, mais compliqué, le corps mince et fluet, d'aspect inquiet, de fond très ferme »⁶. Il ne suscite pas d'emblée la sympathie, tant il est perçu comme cauteleux et renfermé. Ainsi, Alfred Dreyfus a fait connaissance de Leblois en décembre 1900, ils resteront en contact constant, mais la confiance totale n'est jamais là : « Avec une certaine vanité quelque peu puérile, il cherche à diminuer, en égard au sien, le rôle du lieutenant-colonel Picquart et des autres défenseurs de la cause. »⁷

1. Voir archives du Bas-Rhin ITP/SEC 289.

2. Voir le chapitre « Louis Leblois » dans le livre de P.-V. Stock, *L'Affaire Dreyfus. Mémoires d'un éditeur*, 1938, Stock, Paris, 1994.

3. Son frère cadet (né en 1857 à Paul Adolphe), saint-cyrien avec bourse, fait sa carrière dans les troupes coloniales et sera promu au grade de général de brigade le 18 avr. 1909 par le ministre Picquart. Il est nommé membre du Conseil consultatif des colonies le 9 août de la même année (archives historiques de l'armée, troupes coloniales, dossier 48). Voir la notice de A. Halter in *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, tome V, fasc. 23, p. 2266.

4. La référence sur L. Leblois est le livre de P. Desachy, *Une grande figure de l'affaire Dreyfus. Louis Leblois*, Rieder, Paris, 1934. L. Leblois une grande figure de l'affaire Dreyfus dédié « à M^{me} L. Leblois, respectueusement ». Tout le livre est construit sur les rencontres de L. Leblois avec le chapitre 2 « Leblois et Picquart », les chapitres 3 « Leblois et Scheurer-Kestner », 4 « Leblois et Esterhazy », 6 et 7 « Leblois et Clemenceau ».

1. M. Prevost dans *Le Temps*, 27 juill. 1898 reproduit dans L. Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Librairie Aristide Quillet, 1929, p. 498.

2. « Il était mon ami et avait été mon maître autrefois ». Voir déposition de Scheurer-Kestner au procès Esterhazy le 10 janv. 1898, citée par L. Leblois in L. Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Librairie Aristide Quillet, 1929, p. 515.

3. Notice signée D. R. sur le père Leblois, pasteur dans *Encyclopédie de l'Alsace*, 1985, p. 4681.

4. Acte de naissance n° 1093 à la mairie de Strasbourg, L. fils de Georges, pasteur et d'U.-A. Steinbach son épouse. Voir une page sur L. Leblois dans M. Baumont, *Aux sources de l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus d'après les archives diplomatiques*, Les productions de Paris, 1959, p. 152.

5. Lavis du conseil de l'Ordre est reproduit dans L. Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Librairie Aristide Quillet, 1929, p. 720. L'avocat est reconnu coupable notamment de violation du secret professionnel en ayant informé Scheurer-Kestner sans l'accord exprès de son « client », G. Picquart.

6. J. Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, Fasquelle éditeur, Paris, 1903, vol. II, p. 289.

7. A. Dreyfus, *Carnets 1899-1907*, éd. P. Oriol, Calmann-Lévy, 1998, p. 76.

Malgré ces difficultés relationnelles, son engagement est reconnu et respecté

Il est « influent au *Temps* », il a ses entrées au *Figaro*. Il ne mâche pas ses mots dans ses lettres à Scheurer-Kestner qu'il va convaincre et lancer dans la bataille pour Dreyfus. Ils se rencontrent le 10 septembre 1897 et Scheurer-Kestner va s'entretenir ensuite de l'affaire Dreyfus avec Félix Faure, président de la République, le 29 octobre, avec le général Billot ministre de la Guerre, au déjeuner du 30 octobre, puis Meline, président du Conseil, les 6 et 9 novembre et Darlan, ministre de la Justice, le 5 novembre, dans l'ordre arrêté avec Leblois. Il lui sera reproché de n'avoir pas su ou pu concilier sa fidélité à Picquart, qui refusait d'apparaître en public — il dénie à Scheurer-Kestner le droit de citer Picquart dans les messages que le sénateur fait passer à son ami F. Faure président de la République — et sa conviction qu'il fallait parler, apostropher l'opinion. Marcel Thomas « souvent juste dans sa compréhension des êtres de l'affaire, traite Leblois de « toujours plus timoré et hésitant »², ce qui est sévère pour l'un des « inventeurs » de la révision.

Il s'est rapproché de Clemenceau dont il soutiendra la presse en subventionnant *L'Aurore* puis en sauvant *La Justice*, notamment en 1905. Entre les deux hommes, l'amitié demeurera.

Le rôle joué dans le combat de l'affaire par M^e Leblois est reconnu par A. Dreyfus qui lui écrit après sa remise en liberté, le 14 octobre 1899, depuis Carpentras :

« Cher monsieur... je regrette de ne pas avoir l'honneur de vous connaître : j'aurais voulu vous dire toute ma reconnaissance pour vous, qui avez été parmi les premiers ouvriers de la réparation, parmi ceux qui ont donné ce beau spectacle au monde : la lutte intangible et désintéressée pour le triomphe de l'Idée, pour le triomphe de la Vérité. »³

Le 11 février 1908, Leblois fait vibrer l'assistance à l'inauguration du monument à Scheurer-Kestner devant lequel il célèbre « le dévouement jusqu'à l'immolation ».

Zola honore de son amitié Leblois qu'il sait avoir contacté le premier Labori pour organiser la défense de Dreyfus⁴.

Leblois conservait par devers lui une lettre tapée à la machine de Scheurer-Kestner de 1899 qui établissait l'importance de son rôle dans l'affaire⁵ :

« Cher monsieur, si l'on semble vous négliger quelque peu, moi je ne vous oublie pas. Je n'oublie pas que c'est à vous que j'ai dû ma conviction, que, sans vous, je

serais resté impuissant. C'est ce que je ne cesse de répéter à qui veut l'entendre. Vous avez votre place marquée parmi les ouvriers de la première heure et on ne vous l'enlèvera pas. »

La lettre historique est annotée de la main de Leblois : « Cette lettre ne pourrait être publiée qu'avec mon autorisation. »

Car L. Leblois est un discret, un homme de l'ombre, comme Ranc. Lors du premier dîner des Trois Marches¹, Gast écrit à Stock le 6 novembre 1899 qu'il faut convier « ce brave Leblois que tout le monde oublie trop ». Mais en même temps, Leblois s'accroche et obtient ce qu'il veut. C'est un volontaire et un stratège. Et il ne se laisse pas bousculer. Le 17 février 1913, il morigène Briand, président du Conseil, qui, lors de l'inauguration du monument à Ranc, attribuait à ce dernier le fait d'avoir décidé Scheurer-Kestner « à réclamer l'inéluctable révision ». Leblois prend la plume dans une lettre qui est publiée par *Le Temps* du 17 février 1913, rappelant qu'il est le véritable initiateur. Et il double cette lettre d'une autre à l'Association des journalistes républicains, le 14 mars suivant, pour que, si le discours de Briand est publié, il soit accompagné de sa mise au point². Le 20 mars, J. Reinach répond pour reconnaître le rôle de Leblois mais ajoute « c'étaient Ranc et moi qui, depuis 1895, ne cessions de presser Scheurer de prendre en main l'affaire, car nous avions été, Ranc et moi, convaincus, dès 1894, de l'innocence de Dreyfus ». « Ranc et moi » ou Leblois ? dans les deux cas, le pionnier était un proche de G. Picquart.

Leblois s'éteint le 5 janvier 1928, à Strasbourg, où il est revenu terminer son existence comme un sage et un militant de la Ligue des droits de l'homme.

Fernand Labori

Fernand Labori, avocat de Zola et futur bâtonnier de Paris (1911)³, est avant tout un avocat. « La grande éloquence tempétueuse, la défense pied à pied, l'offensive impétueuse, le débattement acharné. »⁴ Sa manière de serrer ses cibles dans le prétoire est un régal pour tout amateur de joute juridique : au procès Zola, le général de Pellieux, le commandant Lauth ou le colonel Henry, forcé de reconnaître qu'il n'a pas vu personnellement Leblois « compulsé » un dossier confidentiel dans le bureau de Picquart, en font les frais⁵. Zola ne cesse de lui écrire jusqu'à sa mort,

1. Voir p. 131 sur l'après Rennes. P.-V. Stock, *op. cit.*, p. 136.

2. A. Ranc, *Souvenirs, correspondance (1831-1908)*, Cornély, Paris, 1913, p. 508. L'Association des journalistes républicains était le « club » de Ranc qui venait de célébrer, le 16 janv. 1913, le monument à la mémoire de Ranc dans la mairie du 9^e arrondissement.

3. Voir M. Labori (sa veuve), *Labori, ses notes manuscrites. Sa vie*, Éd. Victor Attinger, 1947, XXIV, p. 411 ; Y. Ozanam, « L'Avocat de Zola et de Dreyfus, F. Labori (1860-1917) », *Histoire de la justice*, n° 11, 1998, p. 245 ; T. Lévy et J.-P. Royer, *Labori*, Audibert, Paris, 2006.

4. C. Péguy, « Hommage à Bernard Lazare » in *Œuvres en prose*, Pléiade Éd., tome I, p. 1211.

5. *Le Procès Zola, compte rendu sténographique*, Stock, 1998, p. 289, 379 et 390. Audiences des 11 et 12 févr. 1898.

1. Le père de l'amiral de 1939-1942.

2. M. Thomas, *L'Affaire sans Dreyfus*, Idégraf, Genève, 1978, p. 550.

3. Citée dans P. Desachy, *Une grande figure de l'affaire Dreyfus, Louis Leblois*, Rieder, Paris, 1934, p. 150.

4. Voir lettres de Zola à Leblois des 6 et 23 janv. 1898 dans *Correspondance de Zola*, Presses de l'université de Montréal et CNRS, 1995, tome IX, p. 130 et 152.

5. BNF NAF 24.898 P°362 : lettre de Scheurer-Kestner à Leblois, Biarritz le 8 juin 1899.

rassuré par les conseils et admiratif pour la combativité de son « bon et grand ami ». Arthur Meyer le décrit¹ : « M^e Labori, robuste et grand, taillé en baron de la barre. Blond... les cheveux ramenés sur le front en une sorte de frange comme celle dont s'orne le front de certains lutteurs professionnels. Grand homme à grosse voix et geste ample, il plaide comme on boxe. »

C'est Leblois qui vient le convaincre en janvier 1898, qui vient le chercher pour soutenir Lucie puis A. Dreyfus² ; il accepte après en avoir parlé avec son épouse anglaise.

Labori a été abattu en 1899, il a frisé la mort, sous les yeux de Picquart et G. à Rennes.

Labori est l'avocat de Picquart enfermé au Cherche-Midi puis dans les prisons en diffamation contre la presse anti-dreyfusarde. L'attrait de Picquart pour le droit doit beaucoup à Labori.

Qui d'autre que Labori pouvait réunir en 1900 à son cabinet, ses trois clients Zola, Reinach et Picquart³ ?

Picquart et Labori seront longtemps en phase, audacieux et combatifs, « intramontables » comme ils se nomment eux mêmes, pour refuser de passer par la grâce de Dreyfus puis par l'amnistie conçue par Waldeck-Rousseau. Labori est entier et n'aime pas qu'on lui résiste. Il renonce à plaider à Rennes sous la pression de ceux qui chuchotent que sa fougue et son agressivité pourraient incommoder le conseil de guerre et nuire à Dreyfus. Il se fâche presque avec Stock quand celui-ci refuse de publier dans le volume de la sténographie des audiences de Rennes, la plaidoirie que Labori n'a pas prononcée pour cause d'attentat et de différence de stratégie avec l'autre avocat, son aîné, M^e Demange.

Le 14 décembre 1900, la rupture est consommée entre Labori et M. Dreyfus. Picquart est à la fois spectateur et acteur, par son approbation, de cette séparation.

Il sera plutôt du côté de Labori mais gardera toujours le lien avec Dreyfus dans une compréhension réciproque. Quant à Labori, H. Naville note qu'on ne le voyait pas au ministère de la Guerre lors des dîners intimes donnés par le ministre Picquart : « Je me suis demandé si l'intimité ne s'était pas un peu refroidie et si Labori ne s'était peut-être pas montré un ami par trop exigeant. »⁴ Certes, Picquart tient, comme à la prunelle de ses yeux, à sa totale indépendance personnelle. Mais le 15 mai 1905, il décline un dîner chez les Havet parce que « j'ai promis de dîner à Labori ». Et, ministre de la Guerre en 1907, il va ostensiblement déjeuner chez le député Labori en Seine-et-Marne.

1. Voir A. Meyer, *Ce que mes yeux ont vu*, Plon, 33^e éd., Paris, 1911, p. 151.

2. Voir T. Lévy et J.-P. Royer, *Labori*, Audibert, Paris, 2006, p. 79.

3. Lettre de Zola à Reinach du 8 mars 1900 in *Correspondance de Zola*, Presses de l'université de Montréal et CNRS, 1995, tome X, p. 135. Zola écrit : « Réunissons-nous chez Labori, qui est notre conseil à tous les trois. »

4. E. Naville, *Souvenirs*, manuscrit inédit, 1914, p. 1204.

En mars 1910, Labori renonce à se représenter à la Chambre. Il expose dans *Le Marin* puis dans *Le Temps*¹ que la société ne se modèle plus au Parlement mais dans « les associations, syndicats, corporations et compagnies ». Un an plus tard, il est bâtonnier de Paris.

Mais le cercle des amis et soutiens ne se limite pas aux quatre mousquetaires.

Paul Appell

Paul Appell est né le 27 septembre 1855, il est fils de teinturier, brillant sujet, au lycée impérial de Strasbourg en même temps que G. Picquart. Il fait sa mathématique spéciale à Nancy avec H. Poincaré². Normalien (1873-1876), il sera professeur de mathématique et mécanique à l'université de Paris avant d'être recteur de Paris entre 1920 et 1925. Sa fille³ se rappelle :

« À la maison, cette année 1897-1898, on s'entretenait beaucoup de l'affaire Dreyfus. Mon père, ami du colonel Picquart, avait su, l'un des premiers, que Picquart, son ami d'enfance, chef du bureau de renseignement, avait trouvé la preuve de l'innocence du capitaine Dreyfus. Mon père, Scheurer-Kestner et L. Leblois avaient eu en main certaines pièces qui furent, je ne sais comment, confiées à mon père. M'emmenant un jour bd Saint-Germain, il me révéla l'existence d'un dossier qu'il avait placé dans un coffre du Crédit lyonnais, dont l'oncle Leblois et lui connaissaient seuls le secret. Il me dit : - S'il arrivait malheur à Oncle Leblois et à moi, souviens-toi que le chiffre ouvrant le coffre est celui du numéro que porte le ministère de la Guerre. »

Aux heures sombres comme aux heures de lumière, P. Appell est présent aux côtés de son ancien camarade de lycée et de randonnée : « J'obtins l'autorisation d'aller voir Picquart dans sa prison de la Santé. Je le vis, comme un prévenu de droit commun, derrière un double grillage et en présence d'un gardien : nous échangeâmes quelques paroles avec une entière confiance. » Plus tard, en 1906,

« Clemenceau devint président du Conseil. Il prit Picquart comme ministre de la Guerre. Nous eûmes alors un Alsacien à la Guerre. Nous en fûmes très fiers en Alsace et en particulier au Klingenthal. Au mois de janvier suivant, à la réception à l'Élysée, je défilai en robe avec le Conseil de l'Université devant le président Loubet et devant tous les ministres. Je serrai la main de Picquart et je lui demandai de ses nouvelles en allemand alsacien ; il me répondit dans la même langue ; sur quoi, Clemenceau s'écria : - Quelle langue parlez-vous là, c'est au moins du russe. Je revis quelquefois Picquart au ministère. Il tomba avec Clemenceau, puis fut envoyé comme commandant de corps d'armée à Amiens où il mourut. On lui fit à Paris, des obsèques solennelles ; j'y représentai l'Institut, avec le professeur Chavannes, du Collège de France »⁴.

1. *Le Temps*, 8 mars 1910.

2. Voir notice par L. Strauss in *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fasc.1, p. 58.

3. C. Marbo, *A travers deux siècles, souvenirs et rencontres*, Grasset, Paris, 1967, p. 57.

4. P. Appell, *Souvenirs d'un alsacien (1858-1922)*, Payot, Paris, 1923, p. 212 s.

Georges Picquart

dreyfusard, proscrit, ministre

La justice par l'exactitude

Georges Picquart (1854-1914), officier brillant, chef de l'espionnage militaire, refuse, contre toutes les pressions, d'ignorer la preuve de l'innocence d'Alfred Dreyfus qu'il a découverte en 1896 du fait de ses fonctions à la tête du service secret. Ses chefs, l'État-major, les ministres, jusqu'au président de la République, s'irritent de ce qu'ils prennent pour de l'entêtement orgueilleux. Picquart, lui, sait d'instinct que l'exactitude des faits et le professionnalisme sont le premier rempart contre les renoncements, les injustices qui mènent à l'indignité.

Dans cette vie de roman, l'officier supérieur est exilé puis banni de l'armée pendant dix ans. Il subit un an de prison sans jugement, affronte deux duels, lutte sans répit pour sa propre réintégration dans l'armée et la réhabilitation de Dreyfus. Ce symbole de la *Grande muette* qui prend la parole pour faire prévaloir la vérité, vilipendé pour sa détermination, devient en 1906, par un retournement saisissant qui soulève l'indignation des anti-dreyfusards, ministre de la Guerre de Clemenceau. Sans se montrer un grand réformateur à ce poste, il concourt à ancrer fermement l'armée dans la République.

Ambitieux, déterminé, stratège, laïc, distancé, secret, mélomane, polyglotte, curieux de tout, ironique, rejetant les réflexes antisémites que son milieu lui avait légués, mais aussi hautain, égocentrique et rancunier, Picquart reste une figure significative de celles que la III^e République a su produire pour construire un État de droit.

Son itinéraire, entre guerre et paix, culture et polémiques, administration et politique, Clemenceau et Jaurès, Mirbeau et Mahler, est marqué par son indépendance d'esprit et son courage. Il témoigne de l'attitude que peut choisir un fonctionnaire face à la déraison d'État.

Christian Vigouroux est conseiller d'État, professeur associé à l'Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines. Il a été notamment directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur en 1990 et du Garde des sceaux en 1997. Il est l'auteur de *Déontologie des fonctions publiques*, Dalloz, 2006.

